

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 06/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FULCHIRON INDUSTRIELLE

Chemin de St Eloi
91720 Maisse

Références : -
Code AIOT : 0018100044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement FULCHIRON INDUSTRIELLE implanté CHE ST ELOI 30700 Vallabrix. L'inspection a été annoncée le 30/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FULCHIRON INDUSTRIELLE
- CHE ST ELOI 30700 Vallabrix
- Code AIOT : 0018100044

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploite des sables siliceux à destination des activités industrielles. Elle a été renouvelée par arrêté préfectoral du 18 janvier 2019 jusqu'au 24 juillet 2033. Le site abrite des installations de lavage, séchage et de stockage des sables extraits.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Abatage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.4	Demande d'action corrective	3 mois
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1 I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Eaux de ruissellement des zones de stockage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2 18.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan de surveillance des retombés de poussières – objectifs	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	PC1 Stabilité géotechnique	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	PC2 Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Les bords des excavations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prévention des émissions de poussières – voies de circulation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence:

- une efficacité défailante du débourseur de l'aire de ravitaillement et d'entretien;
- l'absence de complétude du plan d'exploitation;

- l'absence de recyclage des eaux issues des bassins à boues ;
- la nécessité d'améliorer le contrôle du bâchage des bennes des camions;
- la nécessité de respecter la norme applicable pour la surveillance des retombées poussières;
- la nécessité d'améliorer le tri des déchets;
- la nécessité de compléter le plan de tir;
- la nécessité de prendre en compte un nouveau secteur pour la surveillance de la stabilité géotechnique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Abatage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.4
Thème(s) : Situation administrative, Abatage à l'explosif
Prescription contrôlée : 1.4. Abattage à l'explosif : Dans le cas où l'abatage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les derniers plans de tirs. La puissance des bancs de quartzite étant très variable, la profondeur des différents trous de mines est très hétérogène. Le plan de tir ne mentionne qu'un plan de chargement type. L'exploitant n'a pas présenté de document valant adaptation du plan de tirs initial comme suite à la foration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sans mentionner l'ensemble des spécificités relatives au chargement des trous de mines distincts par leur profondeur ou leur inclinaison, pour les prochains tirs de mines, l'inspection demande à ce que soient mentionnés différents plans de chargement représentatifs, de nature à justifier la quantité d'explosifs et de détonateurs utilisés, complété par un document relatif à l'adaptation du plan de tirs consécutivement à la foration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1 I
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée :

18.1. Prévention des pollutions accidentelles :

I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Constats :

L'aire de ravitaillement et d'entretien sur le site de la carrière dispose d'un débourbeur-déshuileur pour traiter les Matières En Suspension Totales (MEST) et les hydrocarbures. Son rejet est à flanc de coteau, difficilement accessible en raison de la pente et en présence d'une végétation dense. L'analyse à sa sortie présente un dépassement de 2 fois la valeur autorisée pour les MEST selon les dispositions de l'article 18.2.2 II de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.

A l'occasion de la visite, l'inspection des installations classées a constaté par un contrôle visuel que le débourbeur était saturé en MEST. Sa fréquence de maintenance est annuelle, la dernière est en date du 10 juillet 2024.

La configuration de la carrière avec des sables qui se collent facilement aux roues ou aux chenilles des engins de chantiers est de nature à augmenter la turbidité des eaux à traiter par le débourbeur.

Le non-respect du seuil pour les MEST associé au contrôle visuel démontre que la fréquence annuelle pour sa maintenance n'est pas adaptée.

Les analyses d'eau souterraines produites par l'exploitant au niveau des eaux prélevées dans l'aquifère souterrain par les forages F2 et F3 ne présentent aucun dépassement de seuil.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre une fréquence semestrielle pour la maintenance du débourbeur-déshuileur.

Préalablement à cette maintenance, une analyse des eaux en sa sortie devra être réalisée. En présence d'un nouveau dépassement de seuil, elle devra être portée à une fréquence trimestrielle. En l'absence de respect des seuils dans cette configuration, l'exploitant devra revoir le dimensionnement de son débourbeur-déshuileur.

L'exploitant doit aménager ses points de rejets pour les rendre accessibles et veiller pour cet exutoire que soit précisément spécifié son origine dans les analyses produites, actuellement baptisé fossé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Eaux de ruissellement des zones de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2 18.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement des zones de stockage

Prescription contrôlée :

18.2.2. Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction inertes :

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction inertes ne génèrent

pas de détérioration de la qualité des eaux. L'exploitant doit procéder, si l'étude d'impact en montre la nécessité, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets et des terres non polluées.

18.2.3. Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) :

I. - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes.

L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II. - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

III. - L'arrêté d'autorisation précise le milieu dans lequel le rejet est autorisé ainsi que les conditions de rejet. Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, ainsi que le point kilométrique du rejet.

Il fixe la fréquence des mesures du débit et des paramètres à analyser.

Constats :

A l'occasion de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les eaux des stocks avant commercialisation ruissellent vers l'extérieur du périmètre ICPE, via la route d'accès à la carrière.

Il est probable que ce ruissellement a pour origine majeure une météo très pluvieuse les jours précédents. Au regard du très faible volume d'eau attendu en période estivale, une reprise de ces eaux pour un recyclage avec renvoi vers le process présente un ratio technico/économique très défavorable, en lien avec la configuration de la carrière où le process est distant de plusieurs centaines de mètres avec un fort dénivelé positif.

S'agissant d'un rejet vers le milieu extérieur, il doit faire l'objet d'un suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de définir un point de rejet pour ces eaux et de mettre en œuvre un suivi à minima annuel dans le respect de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prévention des émissions de poussières – voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières – voies de circulation

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

Constats :

La carrière dispose de 2 accès distincts, chacun équipé d'une aire de bâchage.

L'inspection des installations classées n'a constaté le jour de la visite aucune sortie de benne non bâchée avec des matériaux d'une granulométrie inférieure ou égale à 5mm.

Cependant, leurs implantations géographiques très éloignées du personnel de la carrière ne permettent pas de justifier des dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières, en s'assurant du bâchage effectif en sortie de la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de définir une stratégie pour s'assurer du respect de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de surveillance des retombés de poussières – objectifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des retombés de poussières – objectifs

Prescription contrôlée :

19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles

et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.
 L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.
 En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

Le jour de la visite, étaient installées des jauges Owen au titre du plan de surveillance des émissions de poussières dont relève la carrière.

Au gré des zones empruntées par l'inspection des installations classées dans le cadre de sa visite, l'inspection a constaté de nombreuses défaillances relatives à la mise en œuvre de ces jauges.

L'inspection a relevé, de façon non exhaustive, les constats suivants :

- les jauges de type B dites "B1 et B3" ne respectaient pas un angle d'incidence à minima de 30 ° avec un obstacle
- les jauges de type C dites "C2 et C4" étaient dépourvues d'entonnoirs réduisant de manière conséquente la surface d'échange prévue pour collecter les retombées poussières.
- la jauge C4 n'était pas disposée à l'emplacement prévu et l'angle d'incidence minimal de 30° n'était pas respecté.

La réalisation de ce suivi ne pouvant réputer répondre aux exigences réglementaires, un éventuel passage de ce suivi à une fréquence semestrielle n'est pas recevable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'exiger auprès de son prestataire en charge des mesures de retombées poussières de mettre en place des jauges adaptées aux conditions météorologiques locales notamment pendant les mois les plus venteux ainsi que de respecter la norme NF X 43-014 pour leur implantation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 21

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Constats :

Au droit de l'installation de traitement au niveau supérieur à proximité du local de pompage, était

<p>disposé une benne à déchets. Elle ne disposait d'aucune mention sur le type de déchets accepté. L'inspection des installations classées a constaté l'absence de tri à l'intérieur, et la présence de déchets spéciaux de type bois ou chiffons souillés aux hydrocarbures.</p> <p>A 30 m de cette benne sont pourtant disposés de nombreux réceptacles à déchets, clairement identifiés, autorisant ainsi un tri sélectif dans le respect de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier l'enlèvement des matériaux non triés de cette benne, d'afficher clairement son usage, de sensibiliser son personnel à la procédure de tri, et de contrôler l'évacuation des déchets suivant leur nature dans des filières adaptées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : PC1 Stabilité géotechnique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 10.4 de l'arrêté préfectoral n°19-002N du 18 janvier 2019 est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>Des visites réalisées aux périodicités suivantes</p> <p>2 fois par an,</p> <p>ou, après un épisode pluvieux important,</p> <p>ou, sur demande de l'exploitant en cas d'intervention jugée utile en fonction d'aléas de chantiers, d'aménagements techniques nécessitant un avis géotechnique préalable,</p> <p>du site sont réalisées par un bureau d'études spécialisé afin de vérifier l'efficacité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des travaux réalisés afin d'assurer la stabilité des gradins - des dispositifs destinés à éviter les entraînements de sables; <p>et de définir les mesures correctives ,nécessaires ou complémentaires aux dispositions prévues.</p> <p>Ces mesures correctives ou complémentaires sont à réaliser dans un délai pertinent au regard des enjeux et de leur condition de mise en œuvre.</p> <p>Un rapport de visite est établi.</p> <p>Un tableau sur lequel sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les opérations proposées; - les travaux correspondants réalisés; - les références des rapports; <p>est tenu à jour.</p> <p>Le plan des ouvrages destinés à éviter les entraînements de sable par les eaux, est tenu à jour.</p> <p>Ces documents sont adressés à l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de nécessité d'intervention de la partie Est, le rapport établi contenant toutes les propositions utiles est adressé au préfet pour accord sur la réalisation des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>La carrière exploite majoritairement du sable, lequel présente une faible cohésion source</p>

d'instabilités géotechniques en présence de vent et d'eau.
 Elle fait l'objet d'une surveillance renforcée par un Bureau d'Etudes (BE) spécialisé, comprenant des aménagements spécifiques au niveau des fronts et des verses pour limiter l'érosion.
 Ce suivi répartit l'emprise de la carrière en 6 secteurs, avec comme enjeux principaux les anciennes zones exploitées, les zones exploitées et les zones en cours de réaménagement.
 Les travaux à réaliser mentionnés dans le dernier rapport du géotechnicien en date du 08/10/2024 sont, selon l'exploitant, finalisés ou initiés.
 A l'occasion de la visite, l'inspection des installations classées a constaté un désordre au niveau d'un talus qui, sur sa partie sommitale, abrite un bassin à boue et en son pied une piste.
 Ce désordre est sur l'emprise de la zone 6 dite de "l'installation de traitement", actuellement non surveillée par le BE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de faire expertiser par le géotechnicien ce désordre et si nécessaire, de rajouter dans le suivi semestriel le secteur 6.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : PC2 Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Prescription contrôlée :

« ...L'exploitant recherche par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit... »

Constats :

Le site de la carrière dispose de bassins à boue pour décanter les eaux issues du process de l'installation de traitement.
 L'inspection des installations classées a constaté l'absence de recyclage des eaux issues de ces bassins.
 Les analyses de ces boues ne démontrent pas de manquement particulier pour les substances contrôlées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre un dispositif pour récupérer les eaux issues de ces bassins avec in fine, une ré-utilisation dans le process de l'installation de traitement au titre du recyclage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Les bords des excavations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1 15

Thème(s) : Risques accidentels, Les bords des excavations

Prescription contrôlée :

14.1. Exploitations à ciel ouvert :

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

15 Registres et plans de carrières à ciel ouvert

Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées son plan d'exploitation actualisé.

La méthode par drone a été privilégiée. Leur calage doit être géo-référencée par rapport à la borne de nivellement.

Cette borne n'est pas reportée sur le plan d'exploitation.

Il manque également la matérialisation explicite de la bande des 10m et la bande des 50m.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de reporter sur le plan d'exploitation les bandes de 10m et 50m, et la borne de nivellement en justifiant le calage du drone sur cette borne qui constitue le référentiel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois